

LA CRISE CHEZ PÉRICLÈS

I love democracy visite la Grèce ce soir sur Arte
Publié le 17 avril 2012 **Gil Mihaely** est historien et journaliste.

Quand les « intentions d'abstention » battent des records, quand la morne et plate campagne électorale donne un nouveau sens au mot célèbre de Lamartine « la France s'ennuie », parler de démocratie n'est a priori pas une mauvaise idée. Depuis janvier, la chaîne Arte consacre en effet une série de films documentaires (I love democracy), au « pire régime politique au monde, à l'exception de tous les autres ».

Pour la chaîne que tout le monde dit regarder, 2012 est l'année de la démocratie. D'un côté, dans plus de vingt pays – y compris le nôtre – les citoyens devront aller aux urnes. De l'autre, le printemps arabe passe à vitesse grand V de la phase « envolée lyrique », célébrant la marche irrésistible des peuples vers la liberté, à la phase « analyse cynique » marquée par la dénonciation des manipulations et autres collusions économique-stratégiques entre officines et ONG américaines.

Le contexte international offre donc deux bonnes raisons à Daniel Leconte, le producteur de la série, de visiter quelques pays emblématiques. Après la Tunisie et la Russie et avant les États-Unis l'Inde et le Maroc, l'équipe a braqué ses caméras sur la Grèce qui à défaut d'être le véritable berceau de la démocratie libérale contemporaine – il y a fort à parier que Périclès et ses amis auraient peu apprécié le principe de représentativité qui caractérise nos démocraties – nous a légué des catégories essentielles telles que « politique », « tyrannie », « démagogie » et bien entendu, « crise » !

Mais la Grèce est un cas intéressant pour des raisons qui n'ont pas forcément trait à l'histoire et à l'étymologie. Le « cas grec » pose surtout la question fondamentale de la responsabilité en démocratie. En principe, dans un tel régime, il n'y pas de séparation entre les « sujets » et le « souverain ». Les citoyens sont intégrés au pouvoir « souverain » et en sont des acteurs à part entière, même si leur action se limite à l'expression ponctuelle de leur opinion en période d'élections. Effectivement, dès le début de ce documentaire fascinant, la seule et unique question traitée est celle de la responsabilité. Personne ne débat des solutions ni propose des alternatives et la seule chose qui préoccupe les gens est de désigner les responsables et les coupables pour exiger qu'ils paient.

Pendant la première partie du film le metteur en scène Emmanuel Leconte va à la rencontre de la « Grèce profonde » où l'union nationale semble parfaite : tout le monde convient que la classe politique a ruiné le pays en s'en mettant plein les poches. Certains, comme le berger Costas de l'île de Lemnos emploie un vocabulaire très riche pour exprimer leur colère et leur frustration. Au passage, le téléspectateur attentif reconnaît les premières syllabes d'un autre terme d'origine grecque : « cleptomanie ». Avec un vocabulaire plus choisi, un fleuriste athénien installé place de la Constitution, la voix sanglotante, compare la surveillance de la Troïka à l'occupation allemande.

Le fleuriste – diplômé d'une grande université américaine -, aussi bien que le berger, le fonctionnaire municipal et leurs compatriotes interviewés se montrent d'ailleurs d'une parfaite dignité et affichent une intelligence et un niveau de culture qui suscitent la sympathie. Les réponses des enfants de Lemnos questionnés sur leurs projets d'avenir sont poignantes de sincérité et de lucidité tandis que l'humour subtil de l'agent municipal de la ville de Drama encourageant les immigrés chômeurs à quitter le pays et à l'avertir si jamais ils en trouvent, résume parfaitement la tonalité des propos recueillis par Leconte.

Mais, après un premier mouvement d'empathie, ces mêmes qualités attachantes finissent par créer un malaise. Comment est-il possible que des gens aussi cultivés et intelligents n'aient pas soupçonné l'impasse de leur modèle socio-économique? Comment se fait-il qu'ils ne se soient pas posé la question suivante : qui paie ? D'où vient l'argent qui finance tous ces postes si tout le monde triche sur les impôts ? C'est à ce moment précis qu'on regrette que le metteur en scène n'ait pas posé quelques questions dérangementes à ses interlocuteurs, sur leur comportement fiscal par exemple. Leconte laisse parler ses interlocuteurs sans essayer de le mettre en difficulté. C'est un choix assumé, une véritable stratégie narrative. L'argument s'articule et se déploie lentement et c'est par d'autres point de vue que la position critique des créateurs du film se dévoile.

Ainsi, après les derniers propos recueillis auprès de « simples citoyens », la seconde partie du documentaire est consacrée à cette classe dirigeante tant décriée. C'est dans les entretiens avec d'éminents hommes politiques comme George Papandreou, toujours premier ministre au moment du tournage, qu'on aperçoit pour la première fois l'esquisse d'une autocritique. Tout en reconnaissant leur part de responsabilité dans la faillite de la Grèce, ses dirigeants dénoncent un système mis en place à partir des années 1970, financé par l'argent européen et dont tout le monde ou presque a profité. Si les politiciens entretenaient des clientèles pour se faire élire et se maintenir au pouvoir, les votes ont été achetés contre des emplois publics. Ce principe de « gagnant-gagnant », où seule l'Europe perdait, a longtemps arrangé nombre de Grecs. Comme le souligne avec une certaine amertume Theodoros Pangalos, un ancien « poids lourd » du PASOC, tous ceux qui réclamaient avec véhémence et raison que les élus du peuple baissent leurs salaires de 50% (de 8000 à 4000 euros mensuels) n'ont même pas songé à exiger une facture à leurs plombiers, électriciens ou médecins qui rognaien parfois leurs prix moyennant un paiement en espèces !

L'une des clés du mystère grec nous a été livrée par l'historien Nicolas Bloudanis, spécialiste de la Grèce contemporaine. Selon lui, l'intégration précoce de la Grèce au marché commun et à la communauté européenne à la fin des années 1970 avait déjà des visées politiques et géostratégiques. La question de l'adaptation des institutions, de l'Etat et de la société grecs aux normes européennes n'aurait guère lourd dans la décision d'entrer dans la CEE. Pour enterrer à bon compte un passé douloureux (dictature, guerre civile) la société grecque aurait été mise sous perfusion financière. Comme tous les accros, elle aurait sacrifié son avenir pour satisfaire des besoins du présent. A cette explication, Bloudanis ajoute une autre dimension : le rôle de l'Etat qui rappelle à l'historien les anciennes démocraties populaires de l'Europe de l'Est. Paradoxalement, malgré la générosité de l'Etat envers ses citoyens, ceux-ci n'ont jamais cessé de voir en lui un corps étranger à la société au rôle mal défini. Un peu comme l'Europe pour nous Français. Aux yeux des Grecs, il est tout à fait légitime – bien qu'illégal – d'en profiter sans vergogne. Ce divorce entre la société et l'Etat explique l'étrangeté de la situation grecque : les citoyens cultivés et politisés d'un côté, des institutions défailtantes de l'autre. C'est peut-être par-là qu'il faut chercher la solution.

I love democracy : la Grèce, mardi 17 avril, 20h40 sur ARTE
Documentaire d'Emmanuel Leconte et Daniel Leconte (France, 2012, 1h30mn)